

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

## **Nations Unies: La crise économique rend encore plus urgent le respect des engagements en matière de lutte contre la pauvreté**

**Nations Unies, New York, 16 Septembre** – En raison des difficultés économiques rencontrées depuis l'effondrement financier de 2008, de nombreux pays en développement sont obligés de consacrer 1,5% de leur produit national brut de plus à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), affirment les Nations Unies dans un rapport publié aujourd'hui. Cependant, le soutien des pays donateurs, bien qu'en hausse sensible depuis l'adoption des OMD en 2000, reste inférieur aux niveaux qui avaient été convenus.

“Ce rapport met au défi la communauté internationale et les autres parties prenantes d'intensifier leurs efforts pour réaliser le potentiel du partenariat mondial pour le développement,” a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en publiant le rapport 2011 du Groupe de réflexion des Nations Unies sur le retard pris dans la réalisation des OMD, aujourd'hui à New York.

“Les enjeux sont élevés mais les bénéfices le seront aussi,” a-t-il dit.

L'impasse dans les négociations commerciales du cycle de Doha, par exemple, a gâché les possibilités d'effectuer des progrès rapides grâce au commerce, outil traditionnel par lequel les pays parviennent à sortir de la pauvreté, affirme le rapport. Les accords conclus à Istanbul, lors de la Conférence des Nations Unies de 2011 sur les 48 pays les moins avancés (PMA), pour intensifier les mesures d'ouverture des marchés et de renforcement des capacités, offrent une autre possibilité prometteuse, notamment au vu de l'absence de progrès appréciables depuis 2004 dans le domaine de l'accès aux marchés pour les exportations des PMA.

Le rapport de l'ONU met également en garde contre le recours au protectionnisme commercial en réponse à la faiblesse de la croissance économique, comme étant une mesure qui irait à l'encontre du but recherché tout en pénalisant les pays pauvres.

L'aide publique au développement (APD) des donateurs traditionnels a plus que doublé depuis 2000, pour atteindre le niveau record de 129 milliards de dollars en 2010. Mais, selon le rapport, ce total de 2010 est tout de même inférieur de 21 milliards de dollars aux engagements pris en 2005 au Sommet du G8 de Gleneagles et correspond à moins de la moitié du total nécessaire pour réaliser l'objectif fixé de longue date de consacrer 0,7% du produit national brut des pays donateurs à l'APD.

L'OMD numéro 8, la mise sur pied d'un partenariat international pour le développement, vise à créer un environnement devant faciliter l'éradication de la pauvreté grâce à l'établissement d'un système commercial équitable et ouvert, à une hausse substantielle de l'aide au développement, à l'allègement de la dette des pays pauvres et à l'amélioration des termes d'accès des pays en développement aux médicaments et aux technologies. (Les objectifs 1 à 7 ciblent la faim, l'extrême pauvreté, les maladies, la détérioration de l'environnement et les obstacles qui freinent l'autonomisation des femmes et empêchent un accès universel à l'éducation primaire.)

La suppression du fardeau du surendettement pour de nombreux pays pauvres est un autre domaine dans lequel l'environnement international s'est amélioré depuis 2000. Mais les désordres financiers récents ont entraîné des rechutes. Le rapport fait référence à une liste de 19 pays en développement établie par le Fonds monétaire international, qui sont en situation de surendettement ou risquent fort de s'y trouver, dont huit avaient auparavant bénéficié d'un allègement de leur dette.

### **Entrée en scène de nouveaux donateurs et partenaires commerciaux**

Une partie du ralentissement constaté dans la fourniture d'aide internationale a été compensée par des pays en développement, en particulier les économies dynamiques des pays émergents.

En 2008, les flux de coopération “Sud-Sud” avaient déjà atteint 15 milliards de dollars – soit une hausse de 78% en deux ans – et ils continuent de croître. La part des exportations des PMA vers les pays en développement a augmenté, atteignant 49% en 2009 contre 45% en 2006 et la Chine, par exemple, a promis d’importer davantage de biens en franchise de droits en provenance des PMA, ainsi que de continuer à leur consentir des allègements de dette.

Certains moyens innovants pour trouver des ressources afin de financer le développement, tels que le don volontaire d’un ou deux dollars à l’occasion de l’achat d’un billet d’avion, sont également en progression. Il est néanmoins urgent que les donateurs traditionnels augmentent leurs contributions, affirme le rapport. Même avant les désordres financiers de ces derniers mois, les membres du Comité d’aide au développement de l’Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) tablaient sur des budgets d’ADP en hausse de 2% seulement par an pour les trois prochaines années, contre 8% pendant les trois années précédentes.

## **Sur le terrain, les pays pauvres s’efforcent de parvenir aux OMD**

Le Secrétaire général exhorte également les pays en développement à accroître leurs efforts pour atteindre les OMD d’ici à la date butoir de 2015.

Dans un rapport distinct mais relatif aux mêmes thèmes, préparé pour la session de septembre de l’Assemblée générale des Nations Unies (document A/66/126), il analyse les mesures prises par les pays en développement qui ont été à la base de progrès sensibles, quoique inégaux, vers la réalisation des OMD et qui sont essentiels pour la poursuite de ces progrès.

Les politiques macroéconomiques doivent viser à soutenir la création d’emplois en même temps que la croissance économique, affirme ce rapport sur “l’accélération du progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement”. Libérer le potentiel de l’agriculture et du secteur rural est une des clés du progrès dans les pays à bas revenus et tous les pays en développement doivent explorer de nouvelles voies pour assurer une croissance durable tout en gérant les conditions environnementales. Le Secrétaire général prône également un accroissement des couvertures fournies par les programmes d’assurance sociale, l’application d’un cadre de référence tenant compte des droits de l’homme et de l’égalité des sexes pour l’accomplissement des OMD, ainsi qu’une bonne gouvernance.

Face à la nécessité de combler l’écart entre monde développé et pays en développement en termes de facilité d’accès aux médicaments à des prix abordables (des médicaments essentiels sont disponibles dans seulement 42% des installations du secteur public dans les pays en développement, selon le rapport du groupe de réflexion), des pays comme l’Inde se sont impliqués, en produisant des médicaments génériques à bas coût.

“Le cas de l’Inde illustre comment la politique en matière de propriété intellectuelle peut être utilisée pour améliorer l’accès à des médicaments anti-VIH à des prix abordables dans les pays en développement,” indique le rapport de l’ONU. “L’industrie pharmaceutique indienne est très axée sur les exportations et, en utilisant la période de transition, est devenue un fournisseur majeur de médicaments génériques et d’antirétroviraux à bas coût aux pays en développement.”

Le rapport a été rédigé par le Groupe de réflexion du Secrétaire général sur le retard pris dans la réalisation des OMD, qui regroupe plus de 20 agences de l’ONU, le Fonds monétaire international, l’OCDE, la Banque mondiale et l’Organisation mondiale du commerce. Lors du Sommet du millénaire en 2000, les dirigeants mondiaux s’étaient engagés à “créer, tant à l’échelle nationale qu’au niveau international, un environnement propice au développement et à l’élimination de la pauvreté.” Lors d’un Sommet sur les OMD en septembre 2010, ils avaient réitéré leur engagement à renforcer le partenariat mondial afin de “tenir les promesses.” Quatre ans seulement avant la date butoir, le rapport fait savoir aux dirigeants mondiaux qu’il est “temps de respecter les engagements.”

Pour obtenir d’autres informations, veuillez visiter le site [www.un.org/esa/policy/mdggap](http://www.un.org/esa/policy/mdggap)

## **Contactés médias:**

### **Département de l’information des Nations Unies**

Timothy Wall, Tel. +1 212 963 5851; e-mail [wallt@un.org](mailto:wallt@un.org) | Wynne Boelt, Tel. +1 212 963 8264; e-mail [boelt@un.org](mailto:boelt@un.org)

### **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

Sandra Macharia, Tel +1 212 906 5377; e-mail [sandra.macharia@undp.org](mailto:sandra.macharia@undp.org)